

Un article publié par le Réseau Voltaire le 21 juillet 2014

Extension de la guerre du gaz au Levant. (23.07)

Après trois ans de guerre contre la Syrie, les « *Occidentaux* » ont délibérément étendu leur offensive à l'Irak, puis à la Palestine. Derrière les apparentes contradictions politiques entre partis religieux et laïques, de solides intérêts économiques expliquent cette stratégie. Au Levant, de nombreux groupes ont changé plusieurs fois de camp, mais les gisements de gaz sont immuables.

par Thierry Meyssan

Toute guerre étant entreprise par une coalition, il est naturel qu'elle ait des objectifs multiples, de manière à satisfaire les intérêts propres de chaque membre de la coalition.

De ce point de vue, les combats qui font actuellement rage en Palestine, en Syrie et en Irak ont en commun d'être menés par un bloc formé par les États-Unis contre des peuples qui leur résistent, de poursuivre le plan de remodelage du « *Proche-Orient élargi* » (Greater Middle East), et de modifier le marché mondial de l'énergie.

À propos de ce dernier point, deux choses peuvent changer : le tracé des pipe-lines et l'exploitation de nouveaux gisements [1].

La guerre de contrôle des pipe-lines en Irak

Depuis le début de la guerre contre la Syrie, l'Otan tente de couper la ligne Téhéran-Damas (NIORDC, INPC) au profit de couloirs de circulation permettant d'acheminer sur la côte syrienne à la fois le gaz qatari (Exxon-Mobil) et celui d'Arabie saoudite (Aramco) [2].

Un pas décisif a été accompli avec l'offensive en Irak de l'Émirat islamique qui a scindé le pays longitudinalement et séparé d'une part l'Irak et de l'autre part la Syrie, le Liban et la Palestine [3].

Cet objectif visible détermine qui vendra son gaz en Europe et, en conséquence du volume d'approvisionnement, à quel prix il pourra le vendre. Il suffit à expliquer que les trois principaux exportateurs de gaz (la Russie, le Qatar, et l'Irak) soient impliqués dans cette guerre.

La guerre de conquête du gaz syrien

L'Otan a ajouté un second objectif : le contrôle des réserves de gaz du Levant, puis leur exploitation. Si tout le monde sait depuis des décennies que le Sud de la Méditerranée contient de vastes champs gaziers dans les eaux territoriales de l'Égypte, d'Israël, de la Palestine, du Liban, de la Syrie, de la Turquie et de Chypre, seuls des « *Occidentaux* » savaient depuis 2003 comment ces champs étaient répartis et comment ils se prolongeaient sous le continent.

Ainsi que l'a révélé le professeur Imad Fawzi Shueibi [4], à l'époque, une société norvégienne, Ansis, a mené légalement en Syrie un arpentage du pays, en coopération avec la société nationale des pétroles. Ansis a également travaillé avec une autre société norvégienne, Sagex. Toutes deux ont corrompu un responsable des services secrets, ont secrètement procédé à des recherches en trois dimensions et ont découvert l'incroyable étendue des réserves syriennes. Celles-ci sont plus importantes que celles du Qatar.

Par la suite, Ansis a été racheté par Veritas SSGT, une société franco-états-unienne basée à Londres. Les données ont immédiatement été révélées aux gouvernements français, états-unien, britannique et israélien, qui ont bientôt conclu leur alliance pour détruire la Syrie et voler son gaz.

Après que les États-Unis ont confié, en 2010, à la France et au Royaume-Uni le soin de recoloniser la Syrie, ceux-ci ont formé une coalition sous le nom des « *Amis de la Syrie* ». Elle convoqua un « *Groupe de travail sur la reconstruction économique et le développement* » qui se réunit en mai 2012 aux Émirats arabes unis, sous présidence allemande [5]. Une soixantaine de pays se partagèrent alors le gâteau qu'ils n'avaient pas encore conquis. Bien sûr, la plupart des participants ignoraient les découvertes d'Ansis et de la Sagex. Le Conseil national syrien était représenté dans ce groupe de travail par Ossama al-Kadi, ancien responsable à British Gas de l'application des stratégies militaires au marché de l'énergie.

Ce n'est qu'à l'été 2013 que le gouvernement syrien fut informé des découvertes d'Ansis et de la Sogex, comprenant ainsi comment Washington avait réussi à composer la coalition qui tentait de détruire le pays. Depuis, le président Bachar el-Assad a signé des contrats avec des entreprises russes pour leur exploitation future. Le gaz en Israël, en Palestine et au Liban

De son côté, British Gas explorait les réserves palestiniennes, mais Israël s'opposait à leur exploitation craignant que les royalties ne servent à acheter des armes.

En juillet 2007, le nouvel envoyé spécial du Quartet (Onu, Union européenne, Russie, États-Unis), Tony Blair négocia entre Palestiniens et Israéliens un accord permettant d'exploiter les champs Marine-1 et Marine-2 à Gaza. Le Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Salam Fayyad, accepta que British Gas verse les royalties dues à l'Autorité palestinienne sur un compte bancaire contrôlé par Londres et Washington de manière à garantir que cet argent soit utilisé au développement économique.

À l'époque, l'ancien chef d'état-major des armées israéliennes, le général Moshe Ya'alon, publiait une retentissante tribune sur le site du Jerusalem Center for Public Affairs dans laquelle il observait que cet accord ne réglait pas le problème, car en définitive, le Hamas toucherait une partie de cet argent tant qu'il serait au pouvoir à Gaza. Il concluait que le seul moyen de s'assurer que cette manne ne financerait pas la Résistance, c'est de lancer « *une opération militaire globale pour déraciner le Hamas de Gaza* » [6].

En octobre 2010, les choses se sont compliquées encore avec la découverte par Noble Energy Inc. d'un méga-gisement de gaz off shore, le Léviathan, en eaux territoriales israéliennes et libanaises, s'ajoutant à celui découvert par British Gas en 2001, Tamar [7].

Le Liban, à l'instigation du Hezbollah, a immédiatement saisi l'Onu et fait valoir ses droits d'exploitation. Cependant, Israël a commencé à extraire le gaz de ces poches communes sans tenir compte des objections libanaises.

La guerre pour le gaz palestinien

L'actuelle offensive israélienne sur Gaza répond à plusieurs objectifs. En premier lieu, le Mossad a organisé l'annonce de l'enlèvement et de la mort de trois jeunes Israéliens de manière à empêcher la Knesset d'adopter une loi interdisant de libérer des « terroristes » [8]. Puis, le ministre actuel de la Défense, le général Moshe Ya'alon, a utilisé ce prétexte pour lancer une offensive contre le Hamas, en application de son analyse de 2007 [9].

Le nouveau président égyptien, le général Abdel Fattah al-Sissi, a engagé Tony Blair pour le conseiller, sans qu'il démissionne pour autant de ses fonctions de représentant du Quartet [10]. Poursuivant la défense des intérêts de British Gas, il a alors suggéré une « *initiative de paix* » parfaitement inacceptable pour les Palestiniens, qu'ils ont d'ailleurs refusé tandis qu'Israël l'acceptait. Cette manœuvre vise clairement à donner l'occasion à Tsahal de poursuivre son offensive pour « *déraciner le Hamas de Gaza* ». Il n'est pas indifférent que Tony Blair ne soit pas rémunéré pour ce travail par l'Égypte, mais par les Émirats arabes unis.

Comme à l'habitude, l'Iran et la Syrie ont soutenu la Résistance palestinienne (Jihad islamique et Hamas). De la sorte, ils ont aussi montré à Tel-Aviv qu'ils ont la capacité de lui faire aussi mal en Palestine qu'il lui fait en Irak par l'entremise de l'Émirat islamique et des Barzani.

Seule la lecture des événements d'un point de vue énergétique permet de les comprendre. Car il n'est politiquement pas de l'intérêt d'Israël de détruire le Hamas qu'il a contribué à créer pour relativiser le Fatah. Ce n'est pas non plus dans l'intérêt de la Syrie de l'aider à résister alors qu'il s'est allié à l'Otan et a envoyé des jihadistes se battre contre le pays. La période du « *printemps arabe* », qui devait porter au pouvoir les Frères musulmans (dont le Hamas est la branche palestinienne) dans tous les pays arabes, est révolue. En définitive l'impérialisme anglo-saxon est toujours mu par des ambitions économiques qu'il impose au mépris des logiques politiques locales. Le clivage qui structure durablement le monde arabe n'est pas entre partis religieux et laïques, mais entre Résistants et Collaborateurs à l'impérialisme.

Notes.

[1] « *La guerre en Syrie : une guerre pour l'énergie ?* », par Alexandre Latsa, RIA Novosti/Réseau Voltaire, 18 septembre 2013.

[2] « *Jihadisme et industrie pétrolière* », par Thierry Meyssan, Al-Watan/Réseau Voltaire, 23 juin 2014.

[3] L'objectif n'est pas nouveau, voir : « *Syrie : l'Otan vise le gazoduc* » ; « *Syrie : la course à l'or noir* », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto/Réseau Voltaire, 10 octobre 2012 et 2 avril 2013.

[4] Syrie : 10 ans de résistance, une émission en six épisodes conçue et produite par Thierry Meyssan, Télévision satellitaire syrienne, juin 2014. La version disponible sur le net est accessible au public francophone. Elle est presque entièrement en français ou sous-titrée en français à l'exception des interventions du général Wesley Clark, d'Alfredo Jalife et du général Leonid Ivashov. Par ailleurs, le professeur Shueibi avait déjà donné un aperçu de la question avant d'être informé des découvertes d'Ansis et de la Sagex : « *La Syrie, centre de la guerre du gaz au Proche-Orient* », par Imad Fawzi Shueibi, Réseau Voltaire, 8 mai 2012.

[5] « *Les « Amis de la Syrie » se partagent l'économie syrienne avant de l'avoir conquise* », par German Foreign Policy, Horizons et débats/Réseau Voltaire, 14 juin 2012,

[6] « *Does the Prospective Purchase of British Gas from Gaza Threaten Israel's National Security ?* », par le Lt.-Gen. (ret.) Moshe Yaalon, Jerusalem Center for Public Affairs, 19 octobre 2007. « *Ya'alon : British Gas natural gas deal in Gaza will finance terror* », par Avi Bar-Eli, Haaretz.

[7] « *Le bassin du Levant et Israël - une nouvelle donne géopolitique ?* », par F. William Engdahl, Réseau Voltaire, 29 mai 2012.

[8] « *Le chef du Mossad avait prédit l'enlèvement de trois jeunes Israéliens* », par Gerhard Wisniewski, Traduction Hélène, Réseau Voltaire, 8 juillet 2014.

[9] « *IDF's Gaza assault is to control Palestinian gas, avert Israeli energy crisis* », par Nafeez Ahmad, The Guardian, 9 juillet 2014. « *Gaza : le gaz dans le viseur* », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto/Réseau Voltaire, 17 juillet 2014.

[10] « *Le président al-Sissi choisit Tony Blair comme conseiller économique* », Réseau Voltaire, 3 juillet 2014.